

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Le Gouverneur de la Banque de France propose une fixation du taux du LEP à 5 % pour donner un gain supplémentaire de pouvoir d'achat aux ménages et stimuler sa détention

Pour les taux de rémunération des livrets d'épargne réglementée, la Banque de France est chargée d'effectuer semestriellement le calcul selon une formule qui établit la moyenne entre le taux interbancaire de la zone Euro (€STR) et l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac, appréciés en moyenne sur les six derniers mois, et de proposer sa recommandation au ministre de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Compte tenu du glissement annuel moyen sur 6 mois de l'IPC hors tabac de 4,1 % et de la moyenne semestrielle du taux €str de 3,75 % de juillet à décembre 2023, le résultat arithmétique de cet exercice conduirait à un taux du livret A à 3,9 %. Toutefois, l'arrêté du 28 juillet 2023 relatif aux taux d'intérêt des produits d'épargne réglementée prévoit le maintien des taux des livrets A et LDDS à 3,0 %, des LEE à 2,25 % et des CEL à 2 % jusqu'au 31 janvier 2025. Le Gouverneur considère qu'il n'y a pas matière à revenir sur cette décision et ce pour trois raisons :

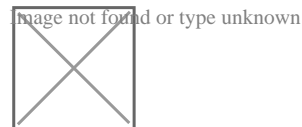
- Tout d'abord, comme anticipé, l'inflation a reflué depuis juillet dernier en passant 4,3 % à 3,7 % en décembre 2023. Selon nos prévisions, l'IPC continuera à diminuer pour revenir sous 3 % d'ici quelques mois et possiblement avant la mi-2024 rendant le taux du livret A de plus en plus intéressant ;
- Ensuite, le taux du livret A est un élément central du financement de l'économie et particulièrement celui du logement social. Son gel a permis de relancer le logement social que les fonds centralisés du livret A financent largement avec une production en hausse de 9 % sur l'année 2023 ;
- Enfin, ce taux joue aussi dans le coût de revient des crédits immobiliers et de ceux à destination des PME. Son maintien est un des facteurs qui a permis une distribution de crédits bien plus abondante et à moindre coût que celle de nos principaux voisins européens.

S'agissant du LEP, le résultat de la formule ressort à 4,4 %, soit une baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport à son taux du 1er août 2023. Cette diminution est consécutive au ralentissement de l'inflation hors tabac qui est passée de 5,6 % en moyenne au premier semestre 2023 à 4,1 % au second semestre 2023. Ce taux issu de la formule reste toutefois supérieur de 0,4 point de pourcentage au-dessus de l'IPC. Les gestes significatifs en faveur de ce produit proposés par le Gouverneur lors des deux dernières fixations – maintien du taux à 6 %, au-delà de la stricte application de la formule, et relèvement du plafond de 7 700 € à 10 000 € - et la simplification des modalités d'ouverture ont permis un fort développement de ce produit dont le nombre de comptes est passé de 6,9 millions fin 2021 à 10,7 millions en novembre 2023, avec un objectif de 12,5 millions d'ici six mois. Il faut donc poursuivre cet essor qui bénéficie aux épargnants modestes. Pour

cela, le Gouverneur propose de fixer son taux à 5% afin de donner un gain supplémentaire de pouvoir d'achat aux ménages modestes et de maintenir la capacité d'attrait de cet instrument auprès des 8 millions de Français éligibles non détenteurs de LEP.

Nous contacter

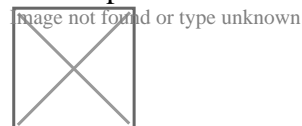
Par mail



Service de presse de la Banque de France

[Contacter le service](#)

Par téléphone



Service de presse de la Banque de France

[01 42 92 39 00](#)

Communiqués de presse

Accédez à nos communiqués

[Consulter](#)

Suivez-nous

Retrouvez-nous également sur les réseaux sociaux

